



BANQUE COMMUNE D'ÉPREUVES

CODE SUJET :

304

ESCP_ST

Conception : E.S.C.P. – E.A.P.

ETUDE & SYNTHÈSE DE TEXTES

**OPTIONS : SCIENTIFIQUE, ÉCONOMIQUE, TECHNOLOGIQUE,
LETTRES & SCIENCES-HUMAINES**

Vendredi 9 Mai 2008, de 8 h. à 12 h.

Vous présenterez, en 300 mots (tolérance de 10% en plus ou en moins), une synthèse des trois textes ci-après, en confrontant, sans aucune appréciation personnelle et en évitant autant que possible les citations, les divers points de vue exprimés par leurs auteurs.

Indiquez, en fin de copie, le nombre de mots utilisés.

Il n'est fait usage d'aucun document ; l'utilisation de toute calculatrice et de tout matériel électronique est interdite.

Texte 1

Pour éviter tout malentendu, il aurait peut-être été plus sage, dans le titre, de poser la question : que fut l'autorité ? — et non : qu'est-ce que l'autorité ? Car c'est, à mon avis, le fait que l'autorité a disparu du monde moderne qui nous incite et nous fonde à soulever cette question. Comme il ne nous est plus possible de prendre appui sur des expériences authentiques et indiscutables communes à tous, le mot lui-même a été obscurci par la controverse et la confusion. Il n'y a plus grand-chose dans la nature de l'autorité qui paraisse évident ou même compréhensible à tout le monde ; seul le spécialiste en sciences politiques peut encore se rappeler que ce concept fut jadis un concept fondamental pour la théorie politique, et presque tout le monde reconnaîtra qu'une crise de l'autorité, constante, toujours plus large et plus profonde, a accompagné le développement du monde moderne dans notre siècle.

Cette crise, manifeste dès le début du siècle, est d'origine et de nature politiques. La montée de mouvements politiques résolus à remplacer le système des partis, et le développement d'une forme totalitaire nouvelle de gouvernement, ont eu pour arrière-fond un effondrement plus ou moins général, plus ou moins dramatique, de toutes les autorités traditionnelles. Nul part cet effondrement n'a été le résultat direct des régimes ou des mouvements eux-mêmes. Tout s'est passé plutôt comme si le totalitarisme, sous la forme des mouvements aussi bien que des régimes, était le mieux fait pour tirer parti d'une atmosphère sociale et politique dans laquelle le système des partis avait perdu son prestige, et dans laquelle l'autorité du gouvernement n'était plus reconnue.

Le symptôme le plus significatif de la crise, et qui indique sa profondeur et son sérieux, est qu'elle a gagné des sphères prépolitiques, comme l'éducation et l'instruction des enfants, où l'autorité, au sens le plus large, a toujours été acceptée comme une nécessité naturelle, manifestement requise autant pour des besoins naturels, la dépendance de l'enfant, que par une nécessité politique : la continuité d'une civilisation constituée, qui ne peut être assurée que si les nouveaux venus par naissance sont introduits dans un monde préétabli où ils naissent en étrangers. Étant donné son caractère simple et élémentaire, cette forme d'autorité a servi de modèle, durant toute l'histoire de la politique, à une grande variété de formes autoritaires de gouvernement. Par conséquent, le fait que même cette autorité prépolitique qui présidait aux relations entre adultes et enfants, maîtres et élèves, n'est plus assurée, signifie que toutes les métaphores et tous les modèles de relations autoritaires traditionnellement à l'honneur ont perdu leur plausibilité. En pratique aussi bien qu'en théorie, nous ne sommes plus en mesure de savoir ce que l'autorité *est* réellement.

La thèse que je soutiens dans les réflexions suivantes est que la réponse à cette question ne peut aucunement être trouvée dans une définition de la nature ou de l'essence de l'« autorité en général ». L'autorité que nous avons perdue dans le monde moderne n'est pas une telle « autorité en général », mais plutôt une forme bien spécifique d'autorité, qui a eu cours à travers tout le monde occidental, pendant une longue période. C'est pourquoi je propose de reconsidérer ce que l'autorité a été historiquement, et les sources de sa force et de sa signification. Cependant, vu la confusion actuelle, il semble que même cette tentative limitée d'approche doive être précédée de quelques remarques sur ce que l'autorité n'a jamais été, afin d'éviter les malentendus les plus courants, et d'être sûrs que nous envisageons et étudions le même phénomène et non d'autres questions, connexes ou non.

Puisque l'autorité requiert toujours l'obéissance, on la prend souvent pour une forme de pouvoir ou de violence. Pourtant l'autorité exclut l'usage de moyens extérieurs de coercition ; là où la force est employée, l'autorité proprement dite a échoué. L'autorité, d'autre part, est incompatible avec la persuasion qui présuppose l'égalité et opère par un processus d'argumentation. Là où on a recours à des arguments, l'autorité est laissée de côté. Face à l'ordre égalitaire de la persuasion, se tient l'ordre autoritaire, qui est toujours hiérarchique. S'il faut vraiment définir l'autorité, alors ce doit être en l'opposant à la fois à la contrainte par force et à la persuasion par arguments. (La relation autoritaire entre celui qui commande et celui qui obéit ne repose ni sur une raison commune, ni sur le pouvoir de celui qui commande ; ce qu'ils ont en commun, c'est la hiérarchie elle-même, dont chacun reconnaît la justesse et la légitimité, et où tous deux ont d'avance leur place fixée.) Ce point est historiquement important ; un aspect de notre concept de l'autorité est d'origine platonicienne, et quand Platon commença d'envisager d'introduire l'autorité dans le maniement des affaires publiques de la polis, il savait qu'il cherchait une solution de rechange aussi bien à la méthode grecque ordinaire en matière de politique intérieure, qui était la persuasion qu'à la manière courante de régler les affaires étrangères, qui était la force et la violence.

Historiquement, nous pouvons dire que la disparition de l'autorité est simplement la phase finale, quoique décisive, d'une évolution qui, pendant des siècles, a sapé principalement la religion et la tradition. De la tradition, de la religion, et de l'autorité (dont nous discuterons plus tard les liens), c'est l'autorité qui s'est démontrée l'élément le plus stable. Cependant, avec la disparition de l'autorité, le doute général de l'époque moderne a envahi également le domaine politique où les choses non seulement trouvent une expression plus radicale, mais acquièrent une réalité propre au seul domaine politique. Ce qui jusqu'à présent, peut-être, n'avait eu d'importance spirituelle que pour une minorité, est maintenant devenu l'affaire de tous. Ce n'est qu'aujourd'hui, pour ainsi dire après coup, que la disparition de la tradition et celle de la religion sont devenues des événements politiques de premier ordre.

Hannah Arendt, « Qu'est-ce que l'autorité ? »
in *La crise de la culture*, Éditions Gallimard, 1972 ;
traduction de Marie-Claude Brossollet et Hélène Pons.

Texte 2

À présent qu'il s'efface de nos vies, et bientôt de nos mémoires, nous comprenons un peu mieux ce qu'était vraiment le monde moderne jusqu'à une date récente. Ce qui faisait sa complexité effective, au-delà des simplifications rituelles de l'idéologie, c'était justement cette contradiction permanente entre les règles universelles du système capitaliste et la civilité particulière des différentes sociétés où sa construction était expérimentée.

C'était donc un monde où le « mode de production capitaliste » était bien loin de régner en maître. Tout autour de lui, en effet, subsistait un vaste ensemble de conditions écologiques, anthropologiques et morales où, sans doute, le pire pouvait côtoyer le meilleur, mais dont on s'aperçoit, rétrospectivement, que si elles avaient rendu possible un degré déjà élevé de production capitaliste, c'était dans la mesure même où, selon des modalités diverses, elles permettaient d'en *limiter* ou d'en *amortir* les effets les plus dévastateurs. C'est, avant tout, ce dispositif historique compliqué qui rend intelligible l'ambiguïté constitutive de la plupart des institutions du temps, à commencer par l'école républicaine, elle-même.

Une fonction décisive de cette dernière était déjà, bien sûr, de soumettre la jeunesse aux contraintes de l'Ordre Nouveau, c'est-à-dire au règne naissant de l'universalité marchande et de ses conditions techniques et scientifiques. En témoigne, entre mille exemples, le combat obstiné mené par l'École laïque contre les « patois » et contre les diverses traditions populaires ou locales qui, *d'un point de vue capitaliste*, sont toujours, par définition, archaïques et irrationnelles. C'était également un lieu où — cette fois pour des raisons tenant, essentiellement, aux lointaines origines historiques de l'institution — s'exerçaient encore trop souvent des formes de discipline, de surveillance et de contrôle autoritaire, à coup sûr incompatibles avec ce qu'exige la dignité des individus modernes. Mais, *en même temps*, cette École républicaine se souciait réellement — et sans doute avec beaucoup de sincérité — de transmettre un certain nombre de savoirs, de vertus et d'attitudes en eux-mêmes parfaitement indépendants de l'ordre capitaliste. On aurait le plus grand mal, par exemple, à déduire la

décision d'enseigner le latin, le grec, la littérature ou la philosophie, des contraintes particulières de l'accumulation du Capital. En réalité, chacun voit bien qu'une culture classique réellement maîtrisée, nourrie, par exemple, des modèles du courage antique ou des chefs-d'œuvre de l'intelligence critique universelle, avait au moins autant de chance de former des Marc Bloch et des Jean Cavaillès¹, que des spectateurs sans curiosité intellectuelle ou des consommateurs disposés à collaborer sur tous les modes au règne séduisant de la marchandise.

C'est ce fragile compromis historique, sur lequel reposaient, tant bien que mal, les différentes sociétés modernes, qui s'est trouvé brisé, au cours des inoubliables années soixante.

Dans les conditions de la France, ce sont évidemment les événements de mai 68 -- si on les considère dans leur partie récupérable, c'est à dire sous leur aspect dominant -- qui représentent le moment privilégié et emblématique de cet *aggiornamento*² des sociétés modernes. Ils furent la Grande Révolution Culturelle libérale-libertaire (selon l'excellente expression, mais, dans sa bouche, élogieuse, de Serge July) qui eut pour effet de délégitimer, d'un seul coup et en bloc, les multiples figures de la société précapitaliste. Celles-ci étaient, à la vérité, de nature et d'origine extrêmement différentes, d'importance inégale et formaient pour ces raisons un ensemble historique et culturel impossible à simplifier. En décrétant partout *leur égal archaïsme*, on se donna donc les armes intellectuelles nécessaires pour exiger sur le champ *leur égale disparition*. C'est ainsi que, par une de ces ruses dont la Raison marchande est visiblement prodigue, l'abolition de tous les obstacles culturels au pouvoir sans réplique de l'Économie se trouva paradoxalement présentée comme le premier devoir de la révolution anticapitaliste. Il faut dire que le merveilleux feu de joie ainsi allumé -- et où chacun était convié à se défaire de son encombrant passé -- garantissait à certains participants plusieurs bénéfices psychologiques qui semblaient très réels. En acceptant *pieusement* de se soumettre au commandement le plus sacré des Tables de la Loi moderne -- *il est interdit d'interdire* -- la jeunesse des nouvelles classes moyennes, c'est-à-dire celle qui, pour l'essentiel, occupa alors *le devant de la scène* (et qui, certes, ne l'a pas quitté en devenant plus vieille), découvrait, en effet, une liberté à sa mesure : celle qui consiste à rompre radicalement -- du moins dans la conscience que l'on a des choses -- avec toutes les obligations qu'impliquent la filiation, l'appartenance et d'une façon générale, un héritage linguistique, moral ou culturel. Ainsi, bien sûr, que le sentiment enivrant, et qu'on voudrait éternellement revivre, qui, *dans un premier temps*, accompagne toujours ce genre de rupture.

C'est dans ces conditions radicalement nouvelles, et sur la base de la métaphysique du désir et du bonheur qui leur correspondait, que la *Consommation*, qui n'avait été, jusqu'ici, qu'un moment particulier de l'activité humaine, put donc devenir enfin ce qu'elle est présentement partout : *un mode de vie à part entière* -- la course obsessionnelle et pathétique à la jouissance toujours différée de l'Objet manquant -- revendiqué comme tel dans la pratique, et célébré, dans le fantasme, comme une contre-culture émancipatrice : Tout et tout de suite ! Prenez vos désirs pour des réalités ! Jouissez sans entraves et vivez sans temps morts ! et mille autres niaiseries oedippiennes qui deviendraient très vite le matériel de base des agences de marketing.

Si l'on ne connaissait pas aussi bien les pouvoirs étonnants de l'aliénation, on se demanderait encore -- après tant d'eaux glacées passées sous un tel pont -- comment certains auront réussi jusqu'au bout à ne pas voir ce qui ne pouvait manquer de s'édifier sur cette magnifique table rase. Celle-ci constituait évidemment le fondement idéal sur lequel les grands prédateurs de l'industrie, des médias et des finances, avec la complicité de leurs institutions internationales (Banque mondiale, FMI, OCDE, G7 puis OMC etc.) et celle, plus ou moins enthousiaste, de *toutes* les classes politiques occidentales, pourraient entreprendre d'édifier, en toute tranquillité intellectuelle, une cybersociété de synthèse, dont l'unique commandement serait la très vieille devise de l'intendant Gournay (1712-1759) : *Laisser faire, laisser passer*.

Jean-Claude Michéa,
L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes,
Climats, 1999.

¹ Marc Bloch, Jean Cavaillès : deux intellectuels français fusillés par les nazis.

² *Aggiornamento* : mise à jour (traduction littérale). Le mot désigne un changement brutal et radical.

Texte 3

Si l'on s'accorde que la modernisation des pouvoirs coïncide avec leur désacralisation et, par voie de conséquence, avec leur séparation progressive à l'égard de ce qu'on appelait l'autorité, cette séparation doit-elle nous apparaître comme un erreur, voire, selon les suggestions d'Arendt, comme le produit cumulé d'une série d'erreurs ? Je ne saurais pour ma part m'en convaincre, et si je suis prêt à soutenir, comme le faisait Arendt, que la disparition de l'autorité constitue effectivement un « événement politique de premier ordre », il me semble délicat de songer davantage à le déplorer qu'à s'en réjouir. Ce découplage du pouvoir et de l'autorité a, de fait, un enjeu qui n'est rien de moins que la démocratie elle-même, à la fois comme forme de régime politique et comme culture, si l'on préfère : comme cet ensemble de valeurs et de principes qui fait que notre rapport à l'autre se structure désormais à partir d'*a priori* (ceux de la liberté et de l'égalité de tous les hommes en droits) auxquels nous n'accepterions pas de renoncer, sauf à devoir subir l'une de ces catastrophes que l'histoire réserve parfois aux sociétés humaines. Raison pour laquelle, plutôt que de dénoncer ce qu'aurait aujourd'hui de « dramatique » « l'effondrement de toutes les autorités traditionnelles », je serais bien davantage porté, tout en prenant acte de ce que cet effondrement a de « sérieux » et même de redoutable, à y voir le prix à payer par les sociétés que traverse une dynamique irrésistible de l'égalité dont je vois mal comment ne pas l'identifier à un progrès.

Bref, le fait que « l'autorité a disparu du monde moderne » me semble convier ce monde, moins à la nostalgie de ce qui a été perdu ou oublié, qu'à l'invention de formules nouvelles à partir desquelles les divers pouvoirs sans quoi il n'est pas de société structurée pourraient effectivement fonctionner dans leur nudité de pouvoirs, sans cet apport de l'autorité qui, en les augmentant, les dissimule aussi dans leur nature de pouvoirs. Plus que jamais, le pouvoir, certes, est nu. Mais que le pouvoir, aujourd'hui, soit nu ne signifie pas seulement qu'il est fragile : cette nudité d'un pouvoir est la condition même de son exercice démocratique, c'est-à-dire de son apparition non dissimulée comme pouvoir et, par l'intermédiaire de cette apparition, de sa soumission au jugement de ceux sur lesquels il s'exerce.

Pourquoi, au juste, devrions-nous nous représenter nécessairement ce dénudement du pouvoir comme un effondrement, comme cette « perte des assises du monde » qu'y a vue Hannah Arendt ? « L'autorité, convenait-elle, est incompatible avec la persuasion, qui présuppose l'égalité et opère par un processus d'argumentation : là où l'on a recours à des arguments, l'autorité est laissée de côté. » On ne saurait à mon sens mieux dire et, du même coup, à rebours de ce que je crois avoir été, dans sa nostalgie de la République romaine, les intentions de l'auteur de ces lignes, on ne saurait mieux faire ressortir pourquoi, au-delà de ce qu'elle nous a fait perdre, la fin de l'autorité, le retour du pouvoir à son être même de pouvoir correspondent plutôt, pour notre temps, à un fantastique défi : celui de concevoir et de mettre en œuvre, pour la première fois, des pratiques de pouvoir qui, en acceptant de s'inscrire résolument dans l'ordre égalitaire de la persuasion et de l'argumentation, soient proprement démocratiques. Puisque nous savons désormais que l'« argument d'autorité » n'est justement pas un argument, mais une façon de contourner, dans le but d'imposer son pouvoir, les exigences de la discussion argumentative, le temps est enfin venu, privés que nous sommes devenus, moins par erreur que par choix délibéré, des expédients de l'autorité, de prendre pour règles, dans chacune des pratiques de pouvoir, de ne considérer comme légitime que le pouvoir de l'argument. De l'argument d'autorité au pouvoir de l'argument : certes plus commode à forger qu'à mettre en œuvre, plus programmatique que descriptive, la formule pourrait résumer le trajet que requiert d'accomplir, si elle doit ne pas se réduire à une apparence, la transformation démocratique des pratiques de pouvoir.

Où en sommes-nous aujourd'hui de cette transformation ? Le sentiment de vivre une « crise de l'autorité », qui correspond à l'une des dimensions les plus caractéristiques de l'esprit de notre temps, témoigne sans doute que nous n'avons guère atteint, et encore n'est-ce pas certain, que le milieu du gué. C'est assurément dans l'ordre purement politique, je l'ai déjà suggéré, que, même si les phénomènes d'autorité n'y ont pas entièrement disparu, la dynamique de désacralisation du pouvoir, induite au premier chef par sa soumission régulière aux suffrages des électeurs, a jusqu'ici été la plus forte, y compris dans les mœurs des acteurs. Il me revient à l'esprit, écrivant ces lignes, la phrase de Roger Frey³ annonçant aux députés gaullistes, en 1970, le décès du Général : « Enfants, le père est mort. » La représentation du pouvoir dont témoignait un tel énoncé, qui exprime au mieux sa confusion avec l'autorité, n'a cessé depuis lors d'être érodée, dans le registre politique, par tout ce qu'entraîne le trajet de la démocratie, notamment à la faveur de la multiplication des alternances, en matière de désacralisation de l'ancienne *auctoritas*. La même trajectoire présente, en revanche, beaucoup plus de difficultés et de lenteur à être parcourue dans d'autres domaines de pouvoir — au point que la question reste encore largement débattue de savoir s'il faut que, dans ces registres aussi, l'autorité s'affaiblisse, voire disparaisse, pour faire resurgir dans sa nudité le pouvoir.

Plus le pouvoir politique se désacralise ou se « désenchante » en se séparant de l'autorité, mieux nous assumons la logique des choix de valeurs propres aux Modernes. Sommes-nous tous aussi assurés de pouvoir

³ Roger Frey : homme politique français (1913-1997).

tenir le même propos quand nous considérons le pouvoir familial ou le pouvoir scolaire ? Pouvons-nous et devons-nous nous convaincre que, dans la famille ou à l'école, le processus par lequel le pouvoir se séparerait de l'autorité pour se réarticuler à une logique plus égalitaire du consentement, de la discussion, de la critique, s'inscrirait tout aussi pleinement, et de façon non problématique, dans la logique de ce qu'a été le choix moderne de nos valeurs ? Quelle que soit sa façon d'appréhender le cours des choses, chacun se trouve forcé de convenir, j'en suis convaincu, que nous sommes ici d'emblée plus troublés pour avancer une réponse.

Alain Renaut, *La fin de l'autorité*, Flammarion, 2004.

